



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Etat-des-lieux>

Éditorial

État des lieux

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1090 - août-septembre 2008 -

Date de mise en ligne : dimanche 31 août 2008

Description :

Christian Aubin regarde la réalité en face : Sarkozy veut faire entrer la France, qui est déçue par l'Europe, dans le moule néo-libéral américain et ses "modernisations" à la hussarde laissent le mouvement social désarmé.

Et comme des citoyens réagissent, le pouvoir invente EDVIGE pour les figer.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Alors que nous nous préoccupions de la raréfaction de rédacteurs volontaires pour que La Grande Relève poursuive son travail de réflexion citoyenne, Christian Aubin nous a découverts... et réciproquement. Depuis, non seulement il nous apporte sa précieuse collaboration, enthousiaste et bénévole, mais en plus il nous en amène d'autres, que nos lecteurs ont déjà appréciées dans nos trois derniers numéros.

Avant les vacances d'été, il nous invite à regarder la situation en face :

Renversement de tendance

Comme une tragédie sournoisement mise en scène, la régression socio-économique a infiltré notre société et frappe maintenant de plein fouet des couches de plus en plus larges de la population. La tendance séculaire au progrès semblait pourtant solide et bien établie. Peu nombreux étaient ceux qui, pendant les Trente glorieuses, envisageaient l'avenir sous un jour différent. Bien sûr, en toile de fond, il y avait de graves désordres économiques et des conflits sanglants. Mais la France était-elle vraiment concernée ?

Et voilà que brutalement la tendance rassurante s'est inversée.

Union Européenne : le temps du divorce

L'état des lieux n'est pas brillant. Nos concitoyens découvrent avec consternation que l'Union Européenne n'a rien de l'environnement attractif et protecteur qu'ils espéraient. Elle n'apporte aucune garantie aux citoyens mais au contraire un mur de contraintes et d'interdits. Le sondage BVA publié le 29 juin dernier indique d'ailleurs que le sentiment positif des Français à l'égard de la construction européenne s'est considérablement dégradé. De 61 % d'opinions positives il y a 5 ans, il en reste seulement 30 % aujourd'hui. Et chez les ouvriers, à peine 13 % !

Pourtant, alors que le pouvoir d'achat des salariés chute désespérément, la productivité du travail ne cesse de progresser, les grandes entreprises prospèrent, leurs profits explosent et les performances boursières atteignent des records historiques.

Intégration atlantique : qui commande l'Europe ?

Mais ce qui inquiète la grande majorité de nos concitoyens constitue, en réalité, une victoire pour Sarkozy et son équipe. Car, au-delà de la construction européenne, il travaille dans la perspective de l'intégration atlantique [\[1\]](#), économique et militaire, avec les États-Unis, dans l'ombre des instances antidémocratiques et illégitimes qui se partagent le monde, le G8 par exemple. Pour y parvenir, il doit faire entrer (de force si nécessaire) la France dans le moule du dogme néo-libéral [\[2\]](#) que l'impérialisme américain s'efforce d'imposer, non sans succès, à l'ensemble de la planète.

Intégrisme économique et pensée unique

Le prix à payer par les salariés et la nation, pour mettre en pratique l'intégrisme économique du "marché libre et non faussé" et la libre concurrence des traités Européens, est extrêmement lourd et risque de déboucher sur une misère de masse. Une donnée de base de la philosophie du processus est bien ébauchée dans ce court passage de la page 10 du Que sais-je ? de janvier 2005 intitulé Psychologie et management. On peut y lire : « Les grandes entreprises du secteur marchand sont en France le fer de lance de l'économie libérale. Elles font de la précarité de l'emploi l'essence même de leur compétitivité [...]. Le capital y est plus largement rémunéré que le travail, et l'emploi est perçu comme un coût que l'on souhaite éviter ». Ou comme le déclarait en substance Laurence Parisot parlant pour le MEDEF, dans le Figaro du 30 août 2005 : « La précarité est une loi de la nature humaine [...]. Mais elle doit être supportée par la masse des salariés, pour préserver la marge de profit des actionnaires et autres détenteurs du capital de l'entreprise ».

On ne saurait être plus clair !

Le profit sans entraves

Sous le fallacieux prétexte de moderniser la France pour la rendre plus compétitive, le pouvoir s'attaque au droit du travail et le dénature avec acharnement, de telle manière qu'il ne soit plus finalement que le droit du patronat. Des organismes de contrôle, essentiels pour la protection des "citoyens travailleurs" comme l'inspection du travail et les tribunaux de prud'homme, et celle des "citoyens consommateurs" comme la Direction Générale du Contrôle de la Concurrence et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) sont actuellement privés de moyens ou remis en question. Les équilibres de notre système social sont rompus les uns après les autres. Les fondements démocratiques de la redistribution sociale sont délégitimés et les pauvres, les malades, les laissés pour compte sont stigmatisés. Ces régressions ruinent bien souvent les projets de vie des familles, assombrissent l'avenir pour les chômeurs, et le spectre de la pauvreté menace les jeunes et les retraités.

Regarder la réalité en face

Cependant, malgré l'évidence et la gravité de la crise qui se développe et s'étend à des régions entières de la planète, nombre de nos concitoyens refusent de réagir, ou même d'admettre cette réalité. Le conditionnement médiatique incessant les égare et ils préfèrent se tenir dans l'ombre, espérant confusément que la dégradation socio-économique les épargnera. Pour autant, ils n'attendent plus de la politique du gouvernement qu'elle apporte des solutions qui inverseraient la tendance. Les opinions positives sur l'action de Sarkozy sont tombées à 30 % dans les sondages.

Inhibition idéologique du mouvement social

Le défaitisme politique et syndical manifesté par les organisations sous influence social-démocrate [3] et leur soumission au modèle néo-libéral, bloquent le mouvement populaire d'émancipation démocratique et révolutionnaire. Le manque de perspectives politiques porteuses de changements réels et crédibles, crée une situation propice aux contre-offensives idéologiques fatalistes et fascisantes. Les informations étroitement contrôlées et les émissions de distraction pseudo-culturelles imprègnent le public de superstitions et de croyances irrationnelles. Elles jettent le discrédit sur le mouvement revendicatif, laïque et démocratique et contribuent à inhiber l'action sociale, en incitant au

conformisme et au renoncement. On entend couramment exprimer l'avis selon lequel il est dans l'ordre naturel des choses que la majorité de la population de la planète connaisse la pauvreté, la famine, le sous-développement, que les femmes soient l'objet de discriminations. Et également, par conséquent, qu'il est légitime de fermer nos frontières aux migrants car nous ne pouvons malheureusement pas accueillir toute la misère du monde... Ou encore que la source de tout progrès est la compétition entre les hommes, vertu majeure des sociétés performantes.

Penser le monde autrement

Malgré les apports importants des altermondialistes, les sociétés du futur restent, pour le plus grand nombre de nos concitoyens, seulement imaginables, comme seulement "un peu plus" ou "un peu moins" ce qu'elles sont actuellement : un peu plus sociales, un peu moins injustes et donc finalement peu éloignées des promesses actuelles.

Privatisations et régression nationale

Ainsi soutenue et accompagnée, la politique dévastatrice du pouvoir peut donner libre cours à son déchaînement contre nos acquis sociaux, économiques et démocratiques. Par les privatisations, elle livre progressivement au marché nos entreprises nationales, y compris les secteurs essentiels de services comme la santé, l'éducation, l'énergie, les transports, les télécommunications. En transférant la maîtrise de ces activités à des multinationales ou à des fonds d'investissements spéculatifs, la nation est doublement pénalisée. D'une part, la privatisation lui soustrait les bénéfices de ces activités en offrant leurs profits aux nouveaux propriétaires : c'est la "privatisation des profits". D'autre part, l'État met à la charge des citoyens la réparation des dégâts économiques et sociaux de ces opérations : c'est la "nationalisation des pertes". Les nouveaux propriétaires promettent avant tout d'assurer la pérennité des affaires. Pour cela ils exigent de lourds sacrifices des personnels. La politique de développement et de modernisation promise se borne généralement à licencier « pour réduire les coûts » et à surexploiter le personnel restant. Ils cherchent exclusivement à maintenir, à court terme, un niveau de profits élevé pour satisfaire les actionnaires. Puis, quand les moyens de production se sont trop dégradés et que les critères de rentabilité capitaliste ne sont plus remplis, l'affaire est revendue ou tout simplement abandonnée.

La dangereuse dérive autoritaire

Sous prétexte de lutter contre la crise de notre système productif et financier, le pouvoir politique s'en prend également aux valeurs et principes d'égalité des citoyens, de laïcité, de justice sociale et d'humanisme, qui constituent les fondements de notre République. Il se coupe de plus en plus du peuple, utilisant la méthode forte tout en prônant le dialogue social.



Face à la cascade de réformes régressives, élaborées sans concertations ni prise en compte des compétences des professionnels et de leurs organisations représentatives, les actions sociales et citoyennes se multiplient. Les magistrats, avocats, chercheurs, personnels de santé, enseignants, parents d'élèves, retraités, salariés de toutes professions, cadres de l'armée, agriculteurs (cette liste n'est pas exhaustive) manifestent à tour de rôle leur indignation, leur opposition, voire leur solidarité avec les multiples victimes d'injustices. Mais ce pouvoir délétère, qui use de moyens pervers pour provoquer les citoyens sur tous les terrains à la fois, met à profit la situation conflictuelle qu'il crée pour renforcer ses moyens coercitifs et les étendre à l'ensemble des citoyens.

Fichages

Il va jusqu'à cataloguer comme terroriste une association pourtant bien pacifique comme Réseau éducation sans frontières (RESF), constituée de parents d'élèves et d'enseignants, parce que ceux-ci s'opposent à la politique inique et discriminatoire qui s'acharne sur les travailleurs migrants et leurs enfants, au mépris de toute considération humaine.

Au prétexte bien commode de l'ordre public, un décret publié le 1er juillet 2008 institue un nouveau fichier dénommé EDVIGE, organisant le fichage de toutes les personnes, âgées de 13 ans et plus, ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique, ou qui joue un rôle institutionnel, économique, social ou religieux "significatif". En clair, tout citoyen ayant un jour souhaité s'investir pour le bien commun. Il s'agit là d'une dimension nouvelle du fichage politique pouvant constituer un puissant moyen de dissuasion de toute forme de contestation ou d'opposition citoyenne.

Et le Président se targue d'avoir mis le pays au pas, déclarant avec fierté au conseil national de l'UMP du 5 juillet dernier : « Désormais, quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit ».

Les citoyens vont-ils transformer en impasse la voie autoritaire choisie par ce pouvoir ?

[1] Intégration atlantique : Selon la doctrine américaine du "Choc des civilisations", l'hégémonie de l'Occident serait mise en cause, et il faudrait en réponse réaliser une intégration croissante des nations "occidentales" sur les plans économique et militaire, dans un "Occident politique". D'où la création d'une défense européenne intégrée à l'OTAN et également d'un « grand marché européen transatlantique », une vaste zone de

libre-échange des États Unis avec l'Union Européenne.

[2] Dogme néo-libéral : Pour tout comprendre de ce que signifie ce terme, il faut lire La stratégie du choc, de Naomi Klein, présenté page 9 sous le titre "Le livre noir du Libéralisme".

[3] Influence social-démocrate : Lire dans L'idéologie européenne, de B.Landais, La social-démocratie, ou le bras gauche de l'Oncle Sam, p. 274